

Chapitre 7.

Théories et discours sur le capitalisme en crise

La place de la théorie et du discours économique n'a jamais cessé d'être importante dans l'activité de l'Internationale communiste. Au-delà de l'héritage transmis par la II^e Internationale elle devient vite un enjeu idéologique majeur décisif à chaque moment marquant de l'évolution de l'IC. La crise générale du capitalisme, avant d'être formalisée et théorisée, est d'abord un diagnostic conforté par les désastres qui accompagnent la fin du premier conflit mondial. Quand, malgré les crises qui suivent le retour de la paix, il devient clair que l'économie des grands pays industriels se réorganise et que la production repart, le Komintern ne revient pas sur son diagnostic mais doit l'adapter en considérant qu'il s'agit seulement d'une rémission, celle de la stabilisation temporaire, avant une rechute définitive. L'analyse économique, en la circonstance, possède avant tout une fonction idéologique générale. Elle présente également une vertu pratique pour étayer l'activité revendicative que les partis communistes tentent d'impulser en orientant des syndicats. La stratégie mondiale du Komintern, comme la diplomatie de l'URSS doivent également compter avec la situation économique internationale, ce qui conduit certains dirigeants, à la suite de Boukharine, à souligner les transformations structurelles à l'œuvre dans l'économie des grands pays industriels. Les difficultés et la mondialisation de la crise, à la fin des années 1920, réactivent dans le Komintern les visions catastrophistes du capitalisme et l'exaltation de l'économie soviétique. La montée des tensions internationales et le retour des conflits militaires diminuent la part réservée à l'économie dans le discours de l'organisation internationale. À la veille de la guerre, la doctrine économique communiste associe des formules inchangées sur la crise générale du capitalisme et des appréciations pragmatiques sur certaines réformes jugées acceptables. Dans un premier temps la guerre revigore le discours catastrophiste avant que l'IC ne reconnaisse la possibilité et la vertu des réformes économiques dans les pays capitalistes alliés de l'URSS.

La faillite du capitalisme prouvée par la guerre et ses conséquences (1917-1920)

Durant les premières années du Komintern, la faillite économique du capitalisme est une certitude proclamée officiellement et exposée dans tous les textes d'orientation. La guerre a tranché le débat entre réformistes et révolutionnaires en démontrant l'impossibilité d'une évolution économique progressive. « *Le capital financier, après avoir précipité l'humanité dans l'abîme de la guerre, a subi lui-même durant cette guerre une modification catastrophique*¹. » L'étatisation de l'économie de guerre jugée irrémédiable ouvre la voie à une transformation révolutionnaire rapide de l'économie : « *L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée, l'État impérialiste ou l'État du prolétariat victorieux.* »

Dans tous les pays capitalistes les partis ouvriers sont appelés à prendre en charge la gestion de l'économie : « *La classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?* » Cette perspective évoquée lors du I^{er} congrès du Komintern fut développée et théorisée durant l'année 1919 par Boukharine et Préobrajensky. Au moment même où la guerre civile s'étend en Russie, les auteurs affirment la fin du capitalisme en tant que système économique mondial. « *Une fois commencée, la décomposition du capitalisme et le développement de la Révolution communiste ne peuvent être contenus*² ». Cet optimisme révolutionnaire, fondé sur une condamnation sans appel de l'économie capitaliste, est conforté en 1920 lors du II^e congrès du Komintern. La partie du manifeste consacrée à la situation économique internationale prend en compte les politiques économiques des grandes puissances pour conjurer les conséquences économiques du conflit. L'analyse, menée pays par pays, insiste sur les insolubles contradictions économiques et sociales engendrées par la guerre et prédit l'échec des tentatives de relèvement économique : « *La restauration économique de l'Europe, dont parlent les ministres qui la gouvernent, est*

¹ « Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier ! I^{er} congrès », in *Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste 1919-1923*, op. cit., p. 31.

² Nikolai Boukharine, Evgueni Preobrajensky, *ABC du communisme*, Paris, Maspero, 1968 (réédition), p. 140.

*un mensonge. L'Europe se ruine et le monde entier se ruine avec elle*³. »

Cependant le Komintern se trouve confronté aux propositions de réformes économiques inspirées par l'étatisation de l'économie encore célébrée l'année précédente comme un moyen efficace de la socialisation économique. D'où la dénonciation des projets syndicaux ou socialistes de nationalisation des grandes entreprises avant la révolution politique : « *enlever aux trusts les moyens de production et de transport pour les transmettre à la "nation", c'est-à-dire à l'état bourgeois, c'est-à-dire au plus puissant et plus avide des trusts capitalistes, c'est non pas enrayer le mal, mais en faire une loi commune*⁴ ».

L'analyse économique de l'IC s'appuie conjointement sur un pronostic politique optimiste conforté par les victoires militaires de l'Armée rouge et sur les problèmes économiques provoqués par une violente crise de reconversion dans la plupart des grandes puissances industrielles.

En 1921 et 1922, le contexte économique et politique international qui se transforme n'est pas sans influence sur l'analyse économique. Sans doute le Komintern réaffirme toujours la disparition inéluctable du capitalisme comme l'atteste la conclusion du manifeste de son IV^e congrès : « *Ce que le capitalisme traverse aujourd'hui n'est autre que son agonie. L'écroulement du capitalisme est inévitable.* » Pour autant la reprise économique, sensible dès la fin de 1921, devient indéniable l'année suivante, au moment même où l'URSS nouvellement constituée s'engage dans la NEP qui tire un trait sur le communisme de guerre et reconnaît la nécessité d'une reconstruction économique accordant une part aux entreprises privées. La reconnaissance de la situation économique nouvelle lors de ces deux congrès, marqués par le rôle de Trotsky, se manifeste par une inflexion du discours de l'IC qui se contente d'affirmer que l'amélioration économique est purement conjoncturelle : « *Le III^e congrès, même avant le commencement de la reprise industrielle actuelle, avait prévu cette reprise dans un avenir plus ou moins rapproché et il l'avait définie dès lors de la façon la plus précise comme une vague superficielle sur le fond de la destruction croissante de l'économie capitaliste*⁵. » Mise au compte des fluctuations cycliques, cette reprise n'est pas considérée comme le signe d'un essor durable puisqu'un nouvel effondrement est prévisible :

³ *Ibid.*, p. 74.

⁴ *Ibid.*, p. 73.

⁵ Résolution sur la tactique de l'IC, IV^e congrès, Quatre premiers congrès mondiaux...*op. cit.*, p. 155.

« On peut prévoir nettement dès à présent que si la reprise actuelle de l'industrie n'est pas susceptible, même dans un avenir éloigné, de rétablir l'équilibre capitaliste ou même de guérir les plaies béantes laissées par la guerre, la prochaine crise cyclique, dont l'action coïncidera avec la ligne principale de la destruction capitaliste, ne fera qu'aggraver toutes les manifestations de cette dernière, et par conséquent aussi, dans une mesure extraordinaire, la situation révolutionnaire⁶. » Au bout du compte l'analyse de la situation économique comme la prévision conjoncturelle sont encore envisagées dans la perspective d'une révolution proche.

La crise générale et la reconnaissance de la stabilisation (1921-1925)

Lors du V^e congrès, en juillet 1924, l'exposé sur la situation économique est le fait de Zinoviev et de Varga. Ce dernier présente une analyse fouillée venant à l'appui du rapport présenté par le président de l'IC. La description de l'économie mondiale est fortement différenciée : elle distingue la situation dans les différents pays européens, la politique économique, la crise agraire et la question des réparations. Cet inventaire plus détaillé est associé à un discours général sur « la continuation de la crise », manière de dire que le capitalisme reste en crise malgré des signes de reprise ou de stabilisation. En fait la notion de crise change de caractère : prolongée dans le temps elle caractérise désormais une période. Varga, évoquant la démarche, reconnaît qu'il est « *difficile de définir ce qu'il faut entendre par période de crise du capitalisme* ». Se hasardant à risquer cependant une définition, il en propose une qui lui confère une dimension chronique, très différente de la notion de crise jusqu'alors employée : « *Une période de crise est une période où les contradictions de la société capitaliste s'accroissent à tel point que l'unité de l'économie mondiale en est ébranlée, que la production, ascendante en capitalisme normal, reste stagnante ou se réduit.* »

Cette définition élargie de la crise du capitalisme permet au Komintern d'affirmer la validité de ses analyses antérieures sans nier les évolutions économiques en cours. Ainsi la stabilisation monétaire et financière, effective en 1925, peut être toujours jugée partielle et provisoire lors du 5^e plénum. Il reste que l'habileté dialectique de cette rhétorique ne permet pas de prendre la mesure de toutes les évolutions structurelles de l'économie mondiale,

⁶ *Ibid.*

analysée pourtant de manière détaillée par Varga dans ses chroniques trimestrielles de la *Correspondance internationale*.

L'analyse des transformations structurelles du capitalisme : observation et théorisation (1926-1928)

De 1926 à 1928 la réflexion de Boukharine domine l'analyse économique. Son propos sur les transformations du capitalisme a, dès 1926, marqué les travaux du 7^e plénum de l'IC car il s'y risque à des généralisations théoriques sur les évolutions structurelles du capitalisme monopoliste et le rôle de l'État. Elles prennent leur formulation la plus achevée lors du XV^e congrès du PC de l'URSS, en décembre 1927.

Dans le rapport qu'il présente alors sur *l'analyse générale du capitalisme et les formes particulières de la crise capitaliste*, Boukharine revient sur la nouveauté de certains traits structurels du capitalisme. La concentration et le rôle grandissant de l'État, dans les pays capitalistes les plus développés, le conduisent à systématiser son analyse, à reprendre le terme de capitalisme d'État pour caractériser ce développement du capitalisme⁷. Cette thèse, bien qu'il la présente de façon prudente et mesurée, lui a déjà valu les remarques critiques de Losovsky⁸. « *Il y a quelque temps, au congrès du PC de l'US, j'ai émis la thèse qu'actuellement s'opère un certain accroissement des tendances de capitalisme d'État. C'est sous une forme nouvelle ou plutôt sous des formes nouvelles que se développe actuellement le processus de fusion, l'interpénétration de plus en plus marquée des trusts, des cartels, des consortiums bancaires avec les organes étatiques de la bourgeoisie capitaliste*⁹ ». Fort des récentes études économiques qu'il a encouragées il insiste sur la validité de son point de vue¹⁰.

⁷ C'est dans son rapport au XV^e congrès du PC de l'URSS qu'il développe de la manière la plus systématique. *Correspondance internationale*, n° 127, 21 décembre 1927.

⁸ *Correspondance internationale*, n° 1, 4 janvier 1928.

⁹ Rapport cité. , [CI, n°127](#)

¹⁰ « *Certains camarades ont auparavant exprimé des doutes à ce sujet. Mais depuis ont paru des études spéciales de camarades s'occupant de ce problème. Toutes les données sur cette question dont nous disposons actuellement confirment l'existence d'une tendance de capitalisme d'État dans le développement actuel de l'économie impérialiste* », *id*

Boukharine met l'accent sur ce qu'il appelle *la troisième période du développement capitaliste d'après-guerre*. Cette périodisation lui permet de souligner les traits nouveaux de l'évolution économique. L'indéniable croissance économique du capitalisme apparaît contradictoire, comme l'attestent des modifications structurelles qui l'accompagnent. D'où, selon lui, la nécessité de dépasser la notion ancienne de stabilisation partielle par laquelle, au V^e congrès du Komintern, on avait considéré que l'accroissement économique capitaliste ne pouvait être que provisoire et limité. Cela conduit Boukharine à proposer une conception explicitement non catastrophiste de la crise du capitalisme : « *Il ne faut pas se figurer que la crise générale du capitalisme et du système capitaliste c'est la ruine du capitalisme dans presque tous les pays, ou dans la majeure partie des pays. La crise du capitalisme consiste dans le fait que nous avons actuellement, à la suite de la phase précédente de guerre et d'après-guerre, des modifications radicales de structure dans toute l'économie mondiale, des modifications qui aggravent énormément et inévitablement toute contradiction dans le système capitaliste et qui, finalement, le conduisent à sa perte.* »

Les études, engagées par Varga dans le cadre de la préparation du VI^e congrès du Komintern, approfondissent ces analyses et le conduisent à écrire *L'économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*, ouvrage qui, dans certains domaines, va plus loin que les thèses défendues par Boukharine¹¹. Varga ne nie pas la croissance économique qui s'affirme aux États-Unis, en France ou en Allemagne mais met l'accent sur ses contradictions. Il considère que la croissance s'appuie essentiellement sur le développement du secteur I (matières premières et bien d'équipement) alors que le secteur II (biens de consommation) se développe moins. L'accumulation capitaliste grandit¹². Mais cette accumulation, loin de stimuler l'activité économique, induit des contradictions nouvelles¹³.

Jusqu'au début de 1929, Varga insiste sur les transformations structurelles du capitalisme et

¹¹ E.Varga, *L'économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation* Bureau d'Éditions, 1928.

¹² « *L'augmentation de l'appareil de production se poursuit à un rythme plus fort que l'augmentation de la production dans son ensemble, ce qui veut dire qu'une large accumulation est en train.* », *op. cit.*

¹³ « *Il résulte de cette situation une contradiction croissante entre les conditions de la production et de son écoulement, entre la capacité de production et la force de consommation de la société.* » *Ibid.*

valorise, en particulier, le développement des formes monopolistes¹⁴. Ces monopoles modifient selon lui l'élaboration des politiques publiques : « *la puissance des monopoles est telle qu'ils exercent une influence décisive sur l'État et dominent complètement toute la politique économique* »¹⁵. Il est également attentif à la constitution de groupes internationaux, les premières multinationales, ce qu'il appelait les « *trusts internationaux* » qu'il distingue des « *cartels internationaux* », forme transitoire de compromis entre firmes et pays. Ces trusts « *s'étendent sur un grand nombre de pays, et leur nombre s'accroît sans cesse. Ils constituent une sur-organisation des monopoles nationaux et englobent un certain nombre de pays ou même tous les pays* »¹⁶.

Sous l'impulsion de Boukharine, Varga étudie, de façon détaillée, le développement de l'intervention étatique en soulignant qu'elle a survécu à la Guerre mondiale et pris des formes nouvelles¹⁷. Cette activité économique de l'État, se combinant avec le développement des monopoles, infléchit l'intervention étatique et donc la nature de classe de l'État : « *L'État actuel n'est plus l'État de l'ensemble de la bourgeoisie mais l'État de la petite clique de capitalistes monopolistes. L'État ne représente plus les intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie mais ceux de la petite poignée de capitalistes monopolistes. Les puissantes organisations de monopoles se sont soumises l'État et dirigent elles-mêmes l'activité interventionniste de l'État* »¹⁸. Il essaie de traiter la question des contradictions d'intérêts entre les différentes fractions de la classe capitaliste et de définir la marge de manœuvre de

¹⁴ « *Ce qui est sûr, c'est que dans les grands États industriels, à l'exception de l'Angleterre, presque toutes les industries importantes sont déjà groupées en organisation des monopoles et que le processus de la constitution des monopoles se poursuit énergiquement ces dernières années.* » *Ibid.*, p. 75.

¹⁵ *Ibid.*, p. 50.

¹⁶ *Ibid.*, p. 82. Ces analyses recourent les conclusions de travaux économiques contemporains comme ceux d' Andreev.

¹⁷ « *Non seulement on étatisé des fonctions économiques qui, si elles étaient confiées à des capitalistes privés, constitueraient dans leurs mains un monopole dangereux pour l'ensemble de la classe capitaliste, mais l'État se charge également de fonctions dont l'exercice ne fournirait aucun profit, si elles étaient confiées à des capitalistes privés.* » *Ibid.*, p. 97.

¹⁸ *Ibid.*, p. 95.

l'État¹⁹.

Cette approche attentive aux mutations à l'œuvre dans l'économie mondiale conduit Varga à prendre en compte la stimulation économique produite par la rationalisation. « *Dans la période de rationalisation technique elle-même, c'est-à-dire au moment où l'on transforme et où l'on bâtit l'appareil de production, ce développement crée par lui-même une augmentation des débouchés*²⁰. » Mais cette amélioration de la conjoncture est de courte durée car l'accroissement des produits mis sur le marché est tel qu'une partie des marchandises ne trouvent pas preneurs²¹.

Les remises en cause du 10^e plénum

Ces analyses économiques du capitalisme sont affectées par l'évolution générale du Komintern. Dans ce domaine, comme dans les autres, le 10^e plénum constitue un moment de rupture, tant sur le fond que sur la forme. Ces analyses, finalisées de longue date et liées aux préoccupations de l'action politique, sont étroitement subordonnées aux besoins de celle-ci. L'instrumentalisation renforcée de la réflexion économique coïncide avec un appauvrissement intellectuel à la fois subi et revendiqué. La mise à l'écart de Boukharine et d'un grand nombre d'économistes qui, comme Kondratiev ou Groman, avaient, en relation avec lui, travaillé à l'élaboration du Plan, laisse un grand vide²².

Les nouveaux dirigeants de l'IC, peu familiers des questions économiques, les traitent de manière superficielle. Kuusinen qui, de 1929 à 1933, est chargé d'intervenir sur les questions économiques, le reconnaît en affirmant, « *Ma tâche est donc bien modeste et ne consiste pas à*

¹⁹ « *Il est clair que tant qu'existe la domination capitaliste, l'État est et reste un organe de la classe capitaliste, que l'État, par conséquent, peut, dans son activité économique, agir contrairement aux intérêts de quelques groupes, mais jamais contre les intérêts de la bourgeoisie tout entière, ou contre les intérêts du capital monopoliste qui joue le rôle prédominant.* » *Ibid.*, p. 94.

²⁰ *Correspondance internationale*, n° 59, 25 juin 1928.

²¹ *Ibid.*

²² Manouïlski condamne les théories de Kondratiev et y voit « *la démonstration la plus éclatante du caractère de classe de la science bourgeoise qui adapte les faits aux considérations politiques de classe de la bourgeoisie* », *Correspondance internationale*, n° 73, 1930, p. 970.

*donner une analyse de la situation économique et politique mondiale*²³ ». La succession de Boukharine est lourde à porter ! Molotov s'impatiente quand la discussion se prolonge sur les thèses économiques de Varga que celui-ci défend avec conviction : « *Varga n'a pas seulement tort dans le fond. Il tente de faire régresser la session vers les questions qui ont déjà été examinées, analysées et résolues dans l'IC. Il joue ici en quelque sorte un rôle réactionnaire*²⁴ ». Molotov, pour faire bonne mesure, ajoute une remarque, dont la connotation anti-intellectuelle est sans précédent dans les réunions de l'IC : « *Il me semble que nous ferons beaucoup mieux, à l'avenir, de réduire le nombre des doctes discours inutiles et de nous concentrer sur les nouvelles tâches révolutionnaires qui se posent à l'IC*²⁵ ».

L'analyse économique, entièrement soumise aux exigences idéologiques du moment, ne doit pas apporter des arguments pouvant conforter les thèses de Boukharine. Les idées, qu'il a avancées les mois précédents dans divers articles de la *Pravda*, sont rejetées comme autant de déviations opportunistes rejoignant les analyses de la social-démocratie allemande sur le capitalisme organisé. Neumann lui reproche d'exagérer les effets de la concentration monopoliste et d'avancer la thèse du dépérissement de la concurrence. « *Le camarade Boukharine ne voit pas l'aggravation des antagonismes du capitalisme à l'intérieur de chaque pays, il la voit seulement entre les différents États*²⁶ ». Cette critique, d'abord avancée par Staline lors de la réunion du Comité central d'avril 1929, du PC de l'US²⁷, permet d'attribuer à Boukharine l'idée selon laquelle seule la guerre pouvait générer la révolution et non pas les luttes de classe internes à chaque pays²⁸.

Varga se trouve dans une position singulière : d'un côté il est présent et actif au long des travaux de ce plénum qui dénonce les opportunistes masqués et silencieux²⁹, mais, d'un autre, ses analyses constituent la principale cible des critiques. Varga développe des idées déjà

²³ 10^e plénum, 1^{re} séance, *Correspondance internationale*, n° 71, 1930.

²⁴ 10^e plénum, 11^e séance, *Correspondance internationale*, n° 87, 1930.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ 10^e plénum, 12^e séance, *Correspondance internationale*, n° 88.

²⁷ Staline, *Questions du Léninisme*, *op. cit.* ;

²⁸ Neumann, discours cité.

²⁹ Selon la formule de Manouïlski qui dans son discours de conclusion reproche à Humbert-Droz de ne pas avoir pris la parole. 10^e séance, *Correspondance internationale*, n° 92, 1930.

exposées dans ses dernières chroniques trimestrielles³⁰. Il prolonge ses analyses élaborées l'année précédente en vue du VI^e congrès. Selon lui, il y a encore « *une conjoncture ascendante de l'économie mondiale*³¹ ». Il trace un tableau différencié de la situation économique mondiale en soulignant que dans certains pays, comme l'Allemagne ou la Pologne, la conjoncture est moins bonne. Il relève que les capacités de production augmentent plus vite que la production et qu'un chômage chronique persiste : « *malgré la bonne conjoncture, il y a de grandes masses d'ouvriers constamment sans travail* ». Il signale enfin de « *nouveaux phénomènes de crise qui annoncent l'approche d'une crise générale* » : Il discerne ainsi une nouvelle crise agraire, une crise internationale de crédit associée à la spéculation boursière aux États-Unis. Abordant les conditions matérielles d'existence de la classe ouvrière, il juge que, dans l'ensemble, son niveau de vie n'a pas baissé même si sa situation s'est globalement détériorée, étant donné la diminution de la part des salaires dans la production totale de valeur.

Kuusinen prend le contre-pied de cette approche différenciée et descriptive multipliant les remarques contre les déviations de droite dans les analyses de la situation économique. La surestimation du développement technique porté au crédit du capitalisme est la première visée. La rationalisation capitaliste signifie, selon lui, intensification du travail et pas nécessairement progrès technique. Il estime, contre l'avis de Varga, qu'il y a baisse absolue du niveau de vie de la classe ouvrière et que le chômage massif n'est pas un fait nouveau méritant une théorisation spécifique. Il conclut sur l'impossibilité de planifier l'économie capitaliste parce que ses contradictions sont insurmontables. Se référant souvent à Marx et Lénine, Kuusinen développe un discours dont l'objectif n'est pas de connaître l'économie mondiale en suscitant la réflexion, mais seulement de rappeler les contradictions du capitalisme et ses limites historiques.

La proclamation de la crise finale (1929-1933)

Le déclenchement de la crise financière puis son élargissement en crise industrielle, à la fin de

³⁰ Varga, « La situation économique mondiale aux 3^e et 4^e trimestres 1928, au premier trimestre 1929 », *Correspondance internationale*, 1929.

³¹ *Correspondance internationale*, n° 78, 1930.

1929, sont accueillis positivement par le Komintern. L'événement semble valider les arguments au nom desquels les idées de Boukharine ont été dénoncées et repoussées. Outre sa dimension justificatrice, le discours sur la crise sert alors de référence objective aux perspectives révolutionnaires. L'ampleur et la profondeur de la crise donnent crédit à la prédiction de prochaines révolutions. Cependant le décalage entre l'aggravation de la crise économique et les développements politiques qui l'accompagnent, introduit, dès 1931, une difficulté. La situation révolutionnaire tarde à se cristalliser, l'influence des partis communistes stagne, en comparaison de la progression des partis fascistes ou fascisants. L'analyse du Komintern et l'activité de ses sections, nonobstant quelques inflexions de détails, ne subissent pas de modification et leur validité est périodiquement réaffirmée. Dès lors les difficultés auxquelles se heurtent les partis communistes sont littéralement incompréhensibles puisque l'analyse politique de la crise continue d'affirmer la décomposition du capitalisme. Le discours du Komintern sur la non-automaticité de la révolution et le rôle décisif du mouvement révolutionnaire prétend y apporter une réponse. La responsabilité du retard révolutionnaire est ainsi imputée à des facteurs idéologico-politiques que ce soit l'action de la social-démocratie, l'offensive des classes dirigeantes, la fascisation de la démocratie ou les insuffisances des partis communistes eux-mêmes. Cette orientation, intangible jusqu'en 1934, fait une place privilégiée au discours sur la crise dans lequel le propos politique domine largement les analyses proprement économiques. Les questions économiques suscitent désormais peu d'interventions et de discussions lors des réunions de l'IC. Les réflexions, spécifiquement consacrées à l'économie mondiale, sont cantonnées aux articles écrits par des dirigeants de second plan. Quant aux analyses de conjoncture, elles demeurent exclusivement assurées par Varga qui en publie les résultats dans ses chroniques trimestrielles.

Dès le 21 novembre 1929, Manouïlski, devant le Comité exécutif de l'ICJ, signale l'importance du krach financier qui vient d'éclater aux États-Unis³². Sans attendre, il y voit la confirmation des thèses du 10^e plénum de l'IC et du XV^e congrès du PC de l'URSS. Les perspectives révolutionnaires, envisagées quatre mois auparavant, se rapprochent, tous les espoirs sont permis ! L'évocation, par Manouïlski, des possibilités ouvertes par la crise financière illustre bien cette espérance : « *La crise peut être fatale pour la société capitaliste. Le mûrissement de la situation révolutionnaire dans toute une série de pays peut faire de*

³²« La session plénière du CE de l'ICJ », *Correspondance internationale*, n° 118, 1929.

*rapides progrès. Pour le moins, les revendications de la classe ouvrière vont s'accroître de façon extraordinaire dès la première phase de la crise. Nous allons au-devant d'une vague de grèves gigantesques qui prendront le caractère de grèves générales de masse. La question de la lutte pour la dictature du prolétariat sera mise à l'ordre du jour. L'influence de l'idée communiste dans les masses s'accroîtra de façon exceptionnelle*³³ ». Au début, les dirigeants du Komintern, Manouïlski le premier, affirment que l'éclatement de la crise justifie pleinement les décisions adoptées depuis le début de 1929. La crise vient trancher, selon eux, le débat engagé sur la stabilisation et l'évolution du capitalisme³⁴. Molotov célèbre, lors du XVI^e congrès du PC de l'URSS, la lucidité rétrospective de Staline comparée aux thèses défendues par Boukharine³⁵. C'est pour lui également l'occasion de régler les comptes avec Kautsky ou Hilferding dont Manouïlski, lors du 11^e plénum, cite les écrits consacrés à la transformation du capitalisme. Leur désarroi devant l'extension de la crise est censé les disqualifier³⁶. Les thèses de Trotsky se trouvent également démenties puisque l'URSS a réussi à échapper à la crise de l'économie capitaliste.

La crise nouvelle permet de célébrer, dès 1929, les succès économiques de l'URSS pour leur portée idéologique fondamentale : le modèle économique américain fait faillite face à la planification socialiste. Dès le début de 1930 Manouïlski esquisse l'argumentation : « *Deux systèmes mondiaux sont aux prises : le système de la "prosperity" capitaliste américaine et notre plan quinquennal d'édification socialiste*³⁷ ». L'opposition entre les deux systèmes est déclinée et généralisée les années suivantes. Au 11^e plénum, la première partie du rapport,

³³ *Correspondance internationale*, n° 25, 1930.

³⁴ « *La crise a réfuté la théorie de Boukharine du "capitalisme organisé", la crise industrielle menaçante qui peut créer dans de nombreux pays une situation révolutionnaire, contredit en même temps la théorie de Boukharine pour qui la cause d'une nouvelle situation révolutionnaire ne saurait être que les antagonismes sur l'arène extérieure, c'est-à-dire des guerres.* » Molotov, rapport sur l'activité de la délégation du PC de l'US au CE de l'IC, *Correspondance internationale*, n° 60, 1929.

³⁵ Molotov, discours cité.

³⁶ « *N'est-ce pas toute la social-démocratie internationale qui masquait l'exploitation capitaliste, la dictature de la bourgeoisie, le fascisme par des légendes sur le "capitalisme organisé", que nous trouvons aujourd'hui, en même temps que le système capitaliste, au banc des accusés, face aux millions de chômeurs, face à la classe ouvrière tout entière. Ils ne sauraient s'en laver les mains.* » Manouïlski, rapport au 11^e plénum, *op. cit.*

³⁷ Rapport au Présidium de l'IC, février 1930, cité.

consacrée à la situation économique internationale, est titrée « Deux mondes » : Le développement économique de l'URSS y est opposé à la régression économique du capitalisme. Les thèses systématisent le procédé en comparant les résultats industriels, agricoles, sociaux, etc. d'où il ressort que l'année écoulée « *nous a montré la crise croissante et, d'autre part, l'essor victorieux de l'édification socialiste*³⁸ ».

Lors du 12^e plénum en 1932, la même idée est avancée et reprise ensuite dans le rapport de Staline au XVII^e congrès du PC de l'URSS, en janvier 1934. Au départ, la valorisation des succès économiques de l'URSS traduit le souci de justifier la voie choisie en 1929. Le rythme accéléré de l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture collectivisée sont mis en avant. Avec la réalisation anticipée du premier plan, l'annonce, en 1932, des objectifs du deuxième plan quinquennal permet d'accentuer encore le contraste entre les « *deux mondes*³⁹ ». Ce souffle anime également les discours sur les perspectives ouvertes par la crise, du moins dans les premiers temps. Ainsi, en 1930, la description de la crise conduit à diagnostiquer une décomposition économique et sociale du système. Manouïlski lui-même n'y échappe pas lorsqu'il envisage l'effondrement du système socio-politique des pays capitalistes⁴⁰. Bientôt certains théorisent le phénomène : la crise présente n'a pas de solution capitaliste puisque le capitalisme connaît une crise générale depuis la guerre⁴¹. Cette thèse recoupe les appréciations de certains dirigeants du Parti communiste allemand (KPD), tels Merker ou Neumann, pour lesquels la crise crée une situation révolutionnaire. Ces analyses nourrissent les thèses selon lesquelles les luttes économiques sont dépassées.

Les dirigeants de l'IC, prudents, pratiquent également la mise en garde contre les erreurs

³⁸ Thèses du 11^e plénum, citées.

³⁹ L'URSS « *s'est définitivement consolidé dans ses positions du socialisme ; le second plan quinquennal fixe comme but, la liquidation définitive des classes, la transformation de toute la population travailleuse du pays en édificateurs conscients et actifs de la société socialiste sans classes.* » Thèses du 12^e plénum, *Correspondance internationale*, n° 84, 1932.

⁴⁰ « *Effondrement de la stabilisation capitaliste, aggravation des antagonismes du capitalisme, accélération du rythme dans la radicalisation de la classe ouvrière, accroissement de son mécontentement qui s'accompagnera d'un mécontentement grandissant de la petite bourgeoisie ruinée. La base du réformisme se ratatinera, l'importance de l'aristocratie ouvrière va diminuer dans le mouvement ouvrier.* » Manouïlski, rapport au CE de l'ICJ, cité.

⁴¹ Magyar (Ludwig) « Crise cyclique sur le fond d'une crise générale du capitalisme », *L'Internationale communiste*, n° 1, 1^{er} janvier 1931.

gauchistes, affirmée, dès le Présidium élargi de l'IC, en février 1930, puis surtout l'année suivante lors du 11^e plénum. Dans ce contexte, les caractérisations de la crise deviennent plus mesurées. De 1930 à 1932 les formulations évoluent. En février 1930 Manouïlski indique que « *la crise marque le début de la décomposition de la stabilisation capitaliste. La fin de la stabilisation n'a pas encore commencé*⁴² ». Mais l'année suivante il ajoute que « *le monde capitaliste approche de la fin de sa stabilisation*⁴³ ». Il faut attendre le 12^e plénum pour que soit affirmée « *la fin de la stabilisation capitaliste*⁴⁴ ».

Ces formulations successives correspondent à la régression de la production, à la chute des prix et des activités commerciales. Quelles que soient les nuances qui les distinguent, elles postulent toutes que la décomposition du capitalisme est un processus inéluctable. Lorsqu'en 1933, des signes de reprise apparaissent, aussi bien au niveau de la production que des prix, la caractérisation de la crise ne peut plus s'appuyer, de la même manière, sur ce postulat de la décomposition. Mais l'admettre est lourd d'implications politiques d'où le recours à une argumentation compliquée pour distinguer la crise économique qui ne s'aggrave plus et celle plus générale du capitalisme qui s'approfondit⁴⁵ ! Cette caractérisation évite les problèmes soulevés par les perspectives à court terme, politiquement les plus sensibles. Malgré l'évolution économique qui indique une reprise, on laisse entendre que rien n'est changé. Les politiques économiques mises en œuvre aussi bien en Allemagne qu'aux États-Unis sont considérées comme des mesures artificielles qui ne peuvent entraîner une reprise effective. Les préoccupations politiques surdéterminent donc complètement l'analyse économique durant le 13^e plénum en décembre 1933, tout entier consacré à justifier la politique du KPD et du Komintern en Allemagne. Staline, deux mois plus tard, reconnaît que l'économie mondiale est entrée dans une phase de stagnation, « *une dépression d'un genre spécial qui ne conduit pas à un essor nouveau et à l'épanouissement de l'industrie mais ne la fait pas non plus*

⁴² Rapport au Présidium élargi, en février 1930, cité.

⁴³ Rapport au 11^e plénum, cité.

⁴⁴ Thèses du 12^e plénum.

⁴⁵ « *Nous ne pouvons pas affirmer que la crise économique va s'aggraver prochainement dans tous les pays capitalistes. Mais ce que nous pouvons et devons souligner, c'est l'aggravation et l'approfondissement continu de la crise générale du capitalisme et cela avant tout par suite des mesures même au moyen desquelles la bourgeoisie régnante des principaux pays capitalistes réalise une atténuation passagère de la crise économique* », Kuusinen, rapport au 13^e plénum, cité.

*rétrograder vers le point maximum de son déclin*⁴⁶ ». Cette appréciation, qui doit beaucoup aux analyses de Varga, admet une certaine stabilisation de l'économie capitaliste et ne pronostique plus son proche effondrement. Elle exprime, dans ce domaine, l'infléchissement des analyses opéré lors du XVII^e congrès du PC de l'URSS.

En somme, de 1929 à 1934, le discours de l'IC sur la crise est essentiellement politique. La nouvelle orientation, mise en forme lors du 10^e plénum, prévoit une montée des contradictions du capitalisme et une poussée révolutionnaire. La vision de la crise, qui éclate peu après, est donc fortement politisée, ce qui conduit à biaiser continuellement l'analyse économique. La place accordée à l'économie, bien qu'importante, reste subordonnée aux impératifs de l'orientation stratégique. Sans doute reconnaît-on que le processus de crise est inégal et irrégulier mais le discours général de l'IC ignore, pour l'essentiel, les transformations économiques structurelles, en particulier le nouveau rôle de l'État souligné pourtant par les analyses conjoncturelles. Ces innovations sont au mieux recensées au titre des vaines tentatives pour freiner la généralisation inexorable de la crise. Kuusinen interprète ainsi le gonflement des dépenses publiques⁴⁷.

L'approche différenciée de la crise, selon les pays, obéit à un souci d'efficacité politique après les déconvenues des premiers temps, lorsqu'en 1930-1931 les mots d'ordres internationaux de lutte contre le chômage se révèlent inadaptés à la situation de certains pays comme la France. Il reste que cette analyse différenciée se déploie sur la base d'une conception, toujours linéaire, du développement de la crise. Ainsi, dans ce domaine comme dans d'autres, certains pays sont en avance, par exemple l'Allemagne, les États-Unis, la Pologne, tandis que d'autres, tels la Grande-Bretagne et la France, restent en retard.

À côté de ce discours officiel sur la crise économique, persiste également, dans le Komintern, un travail d'analyse économique assuré par Varga. L'observation de la conjoncture fournit des

⁴⁶ Staline, rapport au XVII^e congrès du PC de l'URSS, cité.

⁴⁷ « *Cette politique peut encore déverser de grands bénéfices dans les poches de l'oligarchie financière. Mais plus elle enregistre de ces résultats passagers et plus elle dévore les forces économiques du pays, dévalorise la monnaie, ébranle les finances de l'État, cependant que les charges fiscales et la vie chère réduisent sans cesse le pouvoir d'achat des masses travailleuses. Les conséquences de cette politique sont donc telles qu'au lieu de conduire au capitalisme organisé, elles aboutissent à une désorganisation plus profonde de l'économie capitaliste.* » Rapport au 13^e plénum, cité.

éléments repris par les dirigeants du Komintern et du PC de l'URSS. Mais le contexte politique marque ces études. Varga abandonne ainsi certaines des réflexions théoriques les plus novatrices élaborées en 1928, sur le capitalisme d'État et les formes nouvelles de concentration⁴⁸. Au prix de concessions non négligeables, Varga parvient à faire admettre son travail économique beaucoup plus ample que son utilisation dans les textes officiels de l'IC. Ses articles de réflexion dans la revue théorique *L'Internationale communiste*, et ses chroniques trimestrielles dans la *Correspondance internationale*, lui donnent une forte audience auprès des partis communistes dont les dirigeants possèdent rarement une formation économique développée.

De l'analyse de la crise à la crise de l'analyse (1934-1939)

À partir de 1935 la part de l'analyse économique décline encore quantitativement et qualitativement. Les articles dans les journaux et les revues se font plus rares. Le tournant politique a pris à contre-pied la critique générale du capitalisme construite depuis 1929. La différenciation entre les pays fascistes et les autres, de même que la reprise économique, rendent difficile d'en rester aux généralisations antérieures qui assimilaient au fascisme toutes les interventions économiques de l'État. En décembre 1933, lors du 13^e plénum, la politique américaine du New Deal est encore stigmatisée de cette manière ! La place occupée par la critique du capitalisme lors du VII^e congrès en 1935 est révélatrice des difficultés du Komintern à tenir un discours économique cohérent. À la tribune du congrès, Varga, dans une brève intervention, dénonce de manière générale la vanité des efforts de planification des économies capitalistes. Dénonçant la démagogie des différents plans de lutte contre la crise, il associe dans la même critique les politiques réformistes en Belgique, aux États-Unis ou en Allemagne ! Cependant, les contraintes politiques aidant, il est obligé d'adopter à l'égard des gouvernements sociaux-démocrates un ton différent de celui dont il usait pour dénoncer la politique économique hitlérienne. « *Si un parti social-démocrate participant au gouvernement se livre à des manœuvres d'économie planifiée comme le PS belge ou tchèque, il faut, ainsi que le camarade Dimitrov l'a déjà expliqué, adresser aux chefs réformistes la revendication suivante : Montrez ce que vous pouvez faire ! Réalisez votre plan ! Le plan tout entier, ainsi que vous l'avez toujours dit. Tenez votre promesse d'améliorer la situation des ouvriers !* »

⁴⁸ *Correspondance internationale*, n° 15, 1930.

Mais son jugement sur les réformes économiques structurelles demeure définitivement négatif : « *Tant que la bourgeoisie reste au pouvoir, tant que l'appareil d'état bourgeois subsiste, la soi-disant "nationalisation" par l'achat d'actions, le transfert d'une certaine partie des moyens de production à l'État bourgeois dominé par le grand Capital ne constitue pas un affaiblissement, mais un renforcement de la domination de la bourgeoisie*⁴⁹ ».

Varga dans ses chroniques de *La Correspondance internationale* reconnut assez vite l'amélioration de la conjoncture économique mondiale. « *Les classes dominantes, grande bourgeoisie, propriétaires fonciers et gros paysans, peuvent jeter sur l'année 1936 écoulée un regard satisfait. Les affaires ont été bonnes. Les prix ont augmenté. Les commandes passées pour 1937 sont importantes...*⁵⁰ ». Mais se gardant bien d'en tirer des enseignements critiques à l'égard des analyses antérieures de l'IC, il s'efforce au contraire d'attribuer à Staline le mérite d'une capacité d'analyse à laquelle ses conseils n'étaient pas étrangers ! « *La décade qui s'est écoulée depuis le XV^e congrès du PC de l'Union soviétique est venue apporter une éclatante confirmation de la justesse de l'analyse de la situation mondiale donnée par Staline dans son rapport. Staline y constatait que la production de l'économie capitaliste en 1926 avait atteint d'une façon générale, et en partie dépassée, le niveau d'avant-guerre*⁵¹. »

Le terme de crise générale du capitalisme, bien qu'employé plus rarement, ne disparaît pas complètement des textes stratégiques de l'IC même si les discours de propagande et les articles de presse taisent ce genre de formule.

Il faut attendre la fin de 1937 pour que reparaisse cette idée, revitalisée par l'offensive japonaise en Chine, le déchaînement de la guerre en Espagne et l'accélération des politiques d'armement. « *La crise générale du système capitaliste continue. Elle s'exprime par la présence de dizaines de millions de chômeurs, par les guerres d'Espagne et de Chine, par la piraterie en Méditerranée, par la misère d'une acuité encore inconnue qui accable le prolétariat, par la paupérisation des masses paysannes*⁵². »

⁴⁹ VII^e congrès de l'Internationale communiste, compte rendu abrégé, Moscou, 1939, p. 325.

⁵⁰ « L'année 1936 : regards en arrière et perspectives », *Correspondance internationale*, n° 12, 15 mars 1937.

⁵¹ Varga, « Développement socialiste et capitaliste au cours de ces dernières années », *Correspondance internationale*, n° 53, 11 décembre 1937.

⁵² *Ibid.*

Le ralentissement économique aux États-Unis, en 1937, est relevé avec soulagement par l'IC qui y trouve la preuve que l'économie capitaliste est non seulement soumise aux fluctuations cycliques mais que sa situation empire puisque l'économie des USA est à nouveau touchée par une crise sans avoir retrouvé son niveau de 1929. C'est également l'occasion de justifier *a posteriori* les réticences de l'IC à reconnaître en 1933 et 1934 la fin de la dépression. « *On sait que le camarade Staline, au XVII^e congrès, avait posé la thèse de la dépression d'une nature particulière, qui ne conduit pas à un nouvel essor et à une nouvelle floraison de l'industrie. La nouvelle crise qui se manifeste aux États-Unis, le plus riche des pays capitalistes, vient confirmer cette thèse de la façon la plus éclatante*⁵³. »

Dès lors que des signes manifestes de difficultés économiques affectent l'économie mondiale, le Komintern peut à nouveau revenir sur son évolution depuis la fin de la Première Guerre mondiale. C'est l'occasion ainsi de renouer avec une réflexion abandonnée depuis plusieurs années. En dépit d'une prudence affichée, la forte régression de l'activité économique aux USA laisse augurer un élargissement des difficultés à tous les pays capitalistes en dépit des différences qui les distinguent. « *Pour nous résumer : la crise aux USA dépasse par la rapidité de son développement celle de 1929. Il n'existe pas de signe permettant d'escompter une amélioration. En Grande-Bretagne et dans une série d'autres pays, la crise se développe lentement. Dans les pays fascistes en guerre, Japon, Allemagne, Italie, la crise affecte une forme particulière, tout son poids étant rejeté sur les masses travailleuses dans une mesure bien plus grande encore que dans les pays bourgeois démocratiques*⁵⁴ ». Bientôt, cependant, ces pronostics sont démentis, ce que l'IC reconnaît à mots couverts dès l'automne 1938. Les mouvements boursiers observés aux USA en juin et juillet ne permettent en aucune manière de déclarer que la crise aux États-Unis a désormais dépassé son point maximum de dépression et approche de son terme. « L'augmentation des cours et des prix, ainsi que de la production de certaines branches industrielles, ne sont que des phénomènes passagers qui, de toute vraisemblance, seront très prochainement suivis d'une nouvelle aggravation de la crise – à

⁵³ « Une nouvelle crise économique aux États-Unis », *Correspondance internationale*, n° 55, 25 décembre 1934.

⁵⁴ « Le développement de la crise économique », *Correspondance internationale*, n° 23, p. 484-485, 16 avril 1938.

moins qu'une guerre mondiale n'éclate entre-temps⁵⁵. »

Au début de 1939 on ne sent pas un infléchissement de l'analyse économique : loin d'assimiler les différents pays capitalistes, leur situation tant politique qu'économique est bien distinguée. L'entrée des pays fascistes dans l'économie de guerre est bien mise en évidence face à la situation des pays démocratiques où continuent de jouer les règles de la concurrence capitaliste. Au-delà des traits communs liés à l'intervention économique de l'État, les différences sont soulignées. « *Nous divisons les pays en deux groupes : celui des pays démocratiques et celui des pays agresseurs fascistes. L'économie des pays capitalistes démocratiques se meut selon les lois du capitalisme "normal", bien que les armements et l'influence "régulatrice" de l'État engendrent une certaine déformation. Dans les pays agresseurs fascistes (ainsi que dans les pays démocratiques attaqués par eux : Espagne et Chine), l'économie est entièrement sur le pied de guerre. Les modifications dans le volume de la production ne peuvent donc pas être interprétées comme des symptômes de mouvement cyclique de la reproduction capitaliste. Elles ne sont pas déterminées par les possibilités d'écoulement, qui ne peuvent jamais être satisfaites entièrement dans une économie de guerre, mais par le ravitaillement limité en matières premières et autres éléments du capital constant*⁵⁶. » Cette distinction reste pourtant relative, face à l'engrenage de la guerre impérialiste, déjà déclarée en Asie et considérée comme annonciatrice de la prochaine guerre mondiale. Ces contradictions entre l'analyse économique conjoncturelle et le propos politique général disparaissent lorsqu'à partir de septembre 1939 le Komintern considère qu'il n'y a plus de différence entre les différentes puissances impérialistes qui s'affrontent. On peut y voir l'écho direct de la nouvelle argumentation stratégique associée au pacte germano-soviétique⁵⁷.

Ainsi la doctrine économique du Komintern a constitué un banc d'essai pour une analyse économique qui, dans un premier temps, forte des espérances révolutionnaires, a joué la carte de la globalité de l'économie mondiale. Après avoir difficilement pris la mesure des transformations en cours dans l'économie mondiale, l'analyse économique du Komintern, en

⁵⁵ « La situation économique mondiale au 2^e trimestre 1938 », *Correspondance internationale*, n° 47, 15 septembre 1938.

⁵⁶ « La situation économique mondiale au cours du 2^e semestre 1938 », *Correspondance internationale*, n° 25, 2 mai 1939.

⁵⁷ Cf. ci-dessus, chapitre 5.

synchronie avec la stalinisation, a abandonné l'ambition d'une approche théorique fondée sur l'observation mais a fractionné l'analyse, et oscillé entre radicalisation politique et pragmatisme, la rendant ainsi largement inaudible sinon inutile pour le mouvement ouvrier qui traditionnellement y puisait des arguments pour l'action. En fait, cela marquait un affaissement durable de l'analyse économique face à l'urgence de l'action politique.

